

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0650/07/09/22/HAAC - N°007 du Lundi 26 Septembre 2022 Prix: 250Fcfa

Site web: www.leconomistedutogo.tg

Image du jour

Victoire Dogbé
donne le top des
Journées natio-
nales du sport

• (Page 02)

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente...

• (Page 07)

Classement

Singapour remplace Hong Kong comme centre financier d'Asie

Hong Kong a perdu son titre de première place financière d'Asie au profit de Singapour dans un classement mondial où New York et ...

• (Page 08)

France

Usage «raisonnable» de l'avion voulu par le patron des aéroports parisiens

Le patron du groupe Aéroports de Paris estime qu'il ...

• (Page 08)



Financement de la Banque mondiale au Togo

• (Page 03)

Vers la barre d'1 milliard \$ d'investissements



Togo / Filière café & cacao

• (Page 04)

Les lauréats du concours « Cocoa of Excellence Awards 2021 » primés

Golfe de Guinée

L'UE aux côtés du GIABA pour combattre la criminalité maritime

Dans le cadre de la stratégie de l'Union Européenne pour le Golfe de Guinée, ...

• (Page 02)

Conseil des ministres

Un document de politique de l'industrie du textile adopté

Le chef de l'Etat Faure Essozimna Gnassingbé a présidé, ce 23 septembre 2022, le Conseil des ministres. Au cours des travaux, le Conseil a ...

• (Page 10)

Mali

La BAD veut accélérer le déploiement de ses projets

Le gouvernement malien et la Banque africaine de développement (BAD) ont convenu de donner un coup d'...

• (Page 06)

Infrastructures

Mickaël Sallent, une «Chine au Togo»

Il a 22 ans, il s'appelle Mickaël Sallent, il se passionne pour l'Afrique et il vient de passer l'un des plus beaux étés de sa vie. En juillet ...

• (Page 11)

Cours des devises offert par

L'économiste du Togo

Devise	Euro	Dollar us	Yen japonais	Livre sterling	Franc suisse	Dollar canadien	Yuan chinois	Dirham Emirats Arabes Unis
Achat	655,957	654,250	4,560	745,500	676,250	490,750	93,000	177,500
Vente	655,957	661,250	4,620	752,500	682,250	497,750	94,750	180,500

Source : BCEAO

Golfe de Guinée

L'UE aux côtés du GIABA pour combattre la criminalité maritime

Dans le cadre de la stratégie de l'Union Européenne pour le Golfe de Guinée, un programme dénommé « Soutien à la Sécurité Maritime Intégrée de l'Afrique de l'Ouest » (SWAIMS) a été mis en place. Il vise non seulement à accroître la capacité des acteurs sécuritaires et non sécuritaires dans la lutte préventive et répressive contre la criminalité maritime, mais aussi et surtout à optimiser l'économie maritime de la CEDEAO.

● Junior AREDOLA

L'un des volets importants de ce programme est consacré à la réalisation d'une étude de recherche par le GIABA sur les flux financiers illégaux associés aux différentes formes de la criminalité maritime dans les pays du Golfe de Guinée. L'objectif général de cette étude est de comprendre les mécanismes de blanchiment par lesquels les produits financiers provenant de différentes formes de criminalité alimentent l'économie souterraine, ainsi que l'importance et l'impact de ces flux financiers sur les économies régionales. L'étude vise également à recommander des actions concrètes permettant de perturber les circuits financiers de la criminalité maritime et de déposséder finalement les criminels des produits de leurs activités délictueuses. Pour réaliser cette étude, le Secrétariat du GIABA a eu recours à des consultants nationaux dans les six (6) pays cibles du projet de recherche à savoir le Bénin, la Côte d'Ivoire, le Ghana, la Guinée-Bissau, le Nigéria et le Togo. Les rapports produits



par ces consultants présentent une vue précise des formes et manifestations de la criminalité maritime, des cadres juridiques et institutionnels dans leurs pays respectifs, et des défis rencontrés en matière de détection, d'enquête et de poursuite des faits de criminalité maritime. Ils mettent également en relief des cas spécifiques de blanchiment de capitaux et de financement de terrorisme liés à ce phénomène. Afin de mieux capitaliser les conclusions préliminaires de ces rapports nationaux, qui devront faire l'objet d'un rapport régional consolidé au terme du projet, des ateliers de validation sont organisés par le GIABA en collaboration avec l'équipe d'assistance technique du programme SWAIMS, du 22 septembre au 12 octobre

2022, à Bissau, Abidjan, Accra, Lomé, Cotonou et Abuja respectivement. Ces ateliers sont conçus pour réunir les institutions et agences privées et publiques, impliquées dans les questions de sécurité maritime, les cellules de renseignement financier, les organismes d'application de la loi ainsi que des représentants des ministères concernés dans le but de discuter des conclusions des rapports et fournir des commentaires de haut niveau. Ils procèdent d'une stratégie du Secrétariat du GIABA pour créer un cadre d'appropriation de ces rapports par les autorités compétentes, et pour susciter des réflexions complémentaires au sein des experts et praticiens du domaine, susceptibles d'améliorer la qualité des rapports nationaux qui devront servir de base à l'élaboration d'un rapport régional. Ce financement dans le cadre du programme SWAIMS s'ajoute à une liste déjà longue des initiatives conjointes entre l'Union Européenne et la CEDEAO, pour promouvoir la paix, la sécurité et le développement économique de la région.



Image du jour



● Victoire Tomégah Dogbé donne le top des Journées nationales du sport

AUX DECIDEURS...

Inflation, les pays africains n'ont pas le choix

L'inflation est un problème mondial. Fin août, il était de 8,3 % aux États-Unis et de 9,1 % dans la zone euro.

L'impact sur l'Afrique est dévastateur. L'Agence internationale de l'énergie estime que d'ici la fin de l'année, 30 millions d'Africains supplémentaires n'auront pas les moyens d'acheter du combustible pour cuisiner. La Banque mondiale estime que le nombre d'Africains vivant dans l'extrême pauvreté passera de 424 millions en 2019 à 463 millions cette année.

Pourquoi les pays africains n'ont pas le choix.

Premièrement, le dollar américain est la devise la plus importante au monde. En 2021, il représentait 59 % des réserves de change mondiales, plus de 70 % de toutes les factures commerciales et plus de 60 % des dépôts et des prêts libellés en devises autres que locales. En 2019, il a été impliqué dans plus de 80% des opérations de change dans le monde.

La domination du dollar signifie que le bien-être économique de tous les pays est lié à leur capacité à obtenir des dollars et à son prix dans leur monnaie locale. Cela donne également à la Fed, qui est chargée de protéger sa valeur, un effet de levier mondial.

Deuxièmement, le marché de 27 billions de dollars américains pour les titres du Trésor américain est le plus vaste et le plus sûr au monde. Lorsqu'il y a des problèmes ou de l'incertitude dans le monde, les investisseurs se précipitent pour acheter des dollars et investir sur les marchés américains. Leur incitation à le faire se renforce à mesure que l'écart entre les taux américains et ceux des autres pays diminue.

Les banques centrales africaines qui souhaitent gérer ces mouvements doivent augmenter leurs taux d'intérêt. Sinon, ils sont confrontés à la perspective d'une dépréciation de leur monnaie alors que les investisseurs vendent des actifs libellés en monnaies locales pour acheter des dollars. La baisse de la valeur de leur monnaie locale rendra plus coûteux pour leurs pays l'achat des dollars dont ils ont besoin pour assurer le service de leurs dettes libellées en dollars et payer les importations. Cela risque à son tour d'entraîner une hausse de l'inflation intérieure.

Troisièmement, de facto, la Fed est l'acteur le plus important dans la gouvernance du système financier international.

Par exemple, au début de la pandémie de COVID-19, les investisseurs paniqués du monde entier se sont empressés de convertir leurs investissements en dollars, réduisant ainsi l'accès au crédit pour les souverains, les entreprises et les ménages du monde entier.

La Fed, pour éviter une crise des marchés américains, a réagi avec force et rapidité. En quelques semaines, la Fed a injecté plus de 2,3 billions de dollars américains sur les marchés financiers et activé des lignes de swap qui ont donné accès à 30 à 60 milliards de dollars à certaines banques centrales. Il a également créé une facilité spéciale pour aider les autres banques centrales. De toute évidence, leurs options sont limitées tant que le dollar conserve sa position dominante dans le système financier mondial et que les marchés financiers mondiaux restent aussi puissants.

Premièrement, ils peuvent promouvoir une plus grande prise de conscience de l'impact de cette situation sur l'Afrique.

Les banques centrales africaines, opérant par le biais d'une organisation comme l'Association des banques centrales africaines, peuvent éduquer la Fed sur les impacts de ses politiques et actions sur l'Afrique.

Deuxièmement, ils peuvent plaider en faveur d'un organisme international tel que la Banque des règlements internationaux, pour créer un bureau indépendant chargé d'étudier le rôle de la gouvernance financière mondiale des banques centrales, de consulter les parties concernées et de publier des rapports publics réguliers. Ce bureau devrait élaborer un ensemble de normes internationales pour guider la Fed et les autres grandes banques centrales sur la manière d'équilibrer leurs mandats nationaux et leurs responsabilités extraterritoriales en tant qu'acteurs de la gouvernance financière mondiale.

Elom Nomenyo

Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km ²	21,7 km ²	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	ONU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	ONU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	ONU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	ONU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	ONU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	ONU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

Financement de la Banque mondiale au Togo

Vers la barre d'un milliard \$ d'investissements

Le Représentant résident de la Banque mondiale au Togo, Fily Sissoko, reçu en audience par le chef de l'État, Faure Essozimna Gnassingbé, le 22 septembre 2022, a fait savoir au terme des échanges avec le Président de la République que l'enveloppe allouée par l'institution de Bretton Woods au Togo pour les prochaines années pourrait atteindre 1 milliard \$ supplémentaire.

• Joël YANCLO

« Avec les efforts importants que le Togo a faits ces dernières années, nous avons un portefeuille qui a quadruplé, et est passé aujourd'hui à près de 900 millions \$ dans divers secteurs », a déclaré Fily Sissoko. « Les années à venir, nous comptons augmenter cette enveloppe avec un financement entre 800 millions \$ et 1 milliard \$, pour accélérer la mise en œuvre de la feuille de route du gouvernement, dans les domaines-clés de la protection sociale, pour aider les populations les plus vulnérables », a-t-il ajouté en affirmant que « le Président de la République m'a fait l'insigne honneur de me recevoir au début de ma mission au Togo. Nous avons discuté des mécanismes pour accélérer l'accès aux infrastructures de base et appuyer le développement du capital humain ». Occasion pour le chef de l'État de partager sa vision du développement économique et social avec le nouveau Représentant de l'institution de Bretton Woods et l'a encouragé à

poursuivre les efforts pour accompagner le Togo dans la mise en œuvre de la Feuille de route gouvernementale Togo 2025.

Rebond de la croissance du PIB

Après un ralentissement de la croissance du PIB à 1,8 % pendant la pandémie de COVID-19 en 2020, le Togo a connu un rebond à 5,3 % en 2021, reflétant un progrès dans le secteur des services. Du côté de la consommation, les dépenses des ménages et les investissements publics et privés ont fortement contribué à la reprise. L'investissement public devrait rester fort en 2022 en raison de la mise en œuvre de la "Feuille de route Togo 2020-2025", diminuant progressivement au profit de l'investissement privé au cours des prochaines années. L'inflation reste une préoccupation en raison de la hausse des prix internationaux des produits alimentaires et du pétrole. Le déficit des transactions courantes s'est élargi à 3,2 % en 2021, soit plus du double de son niveau de



2020. Les dons et les prêts concessionnels ont contribué à financer le déficit de la balance courante. Le déficit budgétaire est resté élevé, à 6,5 % du PIB en 2021, entraînant une augmentation de la dette publique de 60,3 % du PIB en 2020 à 64,7 % en 2021. Le chemin vers une reprise inclusive et durable dépendra de la gestion réussie des risques qui pourraient réduire la marge de manœuvre budgétaire et décourager l'investissement

privé. Il s'agit notamment des obstacles à la mise en œuvre de la « Feuille de route Togo 2020-2025 », des fluctuations des prix internationaux dues à des chocs d'offres, des risques sécuritaires dans le nord du pays, des nouvelles vagues de COVID-19, de la dette intérieure croissante et coûteuse, et des risques budgétaires liés aux partenariats publics privés, aux entreprises publiques et aux subventions intérieures.

Le PND pour transfor-

mer structurellement l'économie

Au Togo, la politique actuelle de développement du gouvernement figure dans son Plan national de développement (PND) pour les années 2017-2022 qui a été actualisée dans la « Feuille de route gouvernementale 2020-2025 ». Son objectif global est de transformer structurellement l'économie pour favoriser une croissance forte, l'inclusion sociale, la création d'emplois

et la modernisation des institutions, notamment à travers le développement du numérique. Le Cadre de Partenariat entre le Groupe de la Banque mondiale et le Togo (CPF) est aligné sur le PND et la « Feuille de route gouvernementale Togo 2020-2025 ». Il finance plusieurs projets pour : soutenir le développement du secteur privé et la création d'emplois en appuyant les secteurs productifs, ainsi que l'accès à l'énergie et au numérique ; améliorer la gouvernance et renforcer les capacités institutionnelles ; renforcer le capital humain en améliorant l'accès aux services publics essentiels notamment l'éducation, la santé, l'eau et l'expansion des mécanismes de protection sociale ; soutenir la résilience et la durabilité écologique. Au 31 mars 2022, le portefeuille de la Banque mondiale s'élève à \$917,5 millions, couvrant au total 19 projets. Ces projets sont financés essentiellement par l'Association internationale de développement (IDA), la filiale du Groupe de la Banque mondiale qui soutient les pays pauvres.

Transports

Les aéroports de plusieurs pays africains paralysés par une grève des contrôleurs aériens

Dans le contexte actuel de redressement de l'industrie aérienne, l'apparition de conflits socioprofessionnels constitue un coup dur pour le secteur en quête d'équilibre. La grève est portée par l'USYCAA, qui assure qu'elle sera reconduite jusqu'à satisfaction totale des revendications.

Les contrôleurs de navigation des espaces aériens gérés par l'ASECNA (Agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar) ont mis leur menace à exécution en déclenchant vendredi 23 septembre dernier une grève qui s'étendra jusqu'au dimanche 25 septembre, avec possibilité de reconduction en cas de non-satisfaction de leurs revendications. Des perturbations sont ainsi observées dans la plupart des aéroports des 17

États membres de l'Asecna, allant de retards à des annulations de vols. L'Agence, dans une note d'information, avait indiqué que suite à des décisions de justice, la grève ne toucherait pas le Tchad, le Togo, la Côte d'Ivoire ou encore Madagascar. Mais le débrayage aurait aussi frappé les aéroports Félix Houphouët-Boigny d'Abidjan et l'aéroport international Gnassingbé Eyadéma selon des sources locales. Au Sénégal par contre, l'État a obtenu de la justice la réquisition



des contrôleurs pour éviter une paralysie des activités, rapporte la presse locale. Selon l'Union des syndicats

des Contrôleurs Aériens de l'ASECNA (USYCAA), les services durant la grève de 3 jours seront essentiellement

réduits à des prestations pour des vols d'urgence, notamment « les vols des chefs d'État et de gouvernement, les vols militaires, les évacuations sanitaires, les vols à caractère purement humanitaire, dont les opérations de recherches et de sauvetage ». L'organisation avait émis un préavis de grève pour le 25 juillet dernier, mais l'a suspendu après un début de négociations avec les dirigeants de l'Asecna. Négociations à la suite desquelles 8 des 19 points inscrits dans la

motion de grève demeurent irrésolus, selon l'USYCAA. « On a négocié les 29 et 30 août derniers. Mais on n'a pas eu gain de cause pour ce qui concerne la motivation, que ce soit l'augmentation de la prime de contrôle, le plan de carrière des contrôleurs aériens, la résorption du manque d'effectifs. Sur tout cela, l'Asecna n'a pas donné satisfaction », explique François Paul Gomis, son secrétaire général.

Avec Agence Ecofin

Le Togo en chiffres

Prévisions du commerce extérieur	2021	2022 (e)	2023 (e)	2024 (e)	2025 (e)	Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %)	10,4	6,3	4,9	7,5	7,8	Nigéria	4,0	Malaisie	2,7
Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %)	6,0	5,5	6,2	6,8	8,6	Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100			
Source : FMI ; World economic outlook ; dernières données disponibles ; (e) estimation									
Indicateurs économiques	Togo	Afrique Subsaharienne	Source						
PIB nominal en 2021	8,4 Mds USD	1 870 Mds USD	FMI						
PIB par habitant en 2021	991,5 USD	1 742 USD	FMI						
Part du secteur de l'agriculture dans le PIB	22 %	19 %	CNUCED, 2020						
Part du secteur de l'industrie dans le PIB	23 %	29 %	CNUCED, 2020						
Part du secteur des services dans le PIB	55 %	52 %	CNUCED, 2020						
Indicateurs économiques	Togo		Afrique Subsaharienne		Source				
Croissance du PIB réel	+5,1 %	+5,6 %	+4,5 %	+3,8 %	FMI				
Croissance du PIB réel par habitant	+2,6 %	+3 %	+2,3 %	+1,5 %	FMI				
Taux d'inflation moyen annuel	+4,3 %	+4,6 %	+11 %	+12,2 %	FMI				
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB)	-6,5 %	-4,9 %	-5,3 %	-4,7 %	FMI				
Dette publique (en % du PIB)	63,8 %	63,6 %	56,9 %	55,1 %	FMI				
Dette extérieure publique (en % du PIB)	25,8 %	28,0 %	25,1 %	24 %	FMI				

Togo / Filière café & cacao

Les lauréats du concours « Cocoa of Excellence Awards 2021 » primés

En marge du lancement de la campagne 2022/2023 de commercialisation du café & cacao, les trois lauréats du Togo au « Cocoa of Excellence Awards 2021 » ont reçu les félicitations et encouragements du numéro un togolais, Faure Gnassingbé.



● Vivien ATAKPABEM

Les producteurs de cacao Kokou Toulassi et Yawo Djitri, deux Togolais médaillés d'or au « Cocoa of Excellence Awards 2021 » et leur compatriote Kodjo Etsou médaillé de bronze au même concours ont été primés. Les médaillés en or ont eu droit à des enveloppes de 1 000 000 F CFA chacun ; celui de bronze a empoché 500 000 FCA. La participation avec succès de trois des six producteurs togolais, candidats au concours « cocoa of excellence Awards 2021 » organisé par l'Alliance internationale de biodiversité et le Centre pour l'agriculture tropicale (CIAT), confirme

la bonne qualité des produits et honore le Togo. C'est à travers le Comité de Coordination pour les Filières Café et Cacao (CCFCC), que le Togo a participé au concours. Le Togo a remporté deux médailles d'or sur les 3 obtenues dans toute l'Afrique et l'Océan Indien. « dès que le Président de la République et le Chef du gouvernement ont été informés de ces prouesses de valeureux producteurs de cacao, ils ont exprimé leur satisfaction par courriers et nous ont chargé de transmettre leurs sincères félicitations aux heureux lauréats. Je voudrais donc m'acquitter de cette précieuse mission, en vous transmettant, messieurs les récipiendaires, de vive voix, les félicitations

du Chef de l'Etat et du Premier ministre », a déclaré le ministre en charge du commerce Kodjo ADEDZE tout en adressant ses félicitations aux récipiendaires, sa satisfaction au Comité de Coordination pour les Filières Café et Cacao (CCFCC) et tous ceux qui ont d'une manière ou d'une autre, contribué à leur candidature couronnée de succès au concours « Cocoa of Excellence Awards 2021 ». Depuis 2009, « Cocoa of Excellence » reconnaît, préserve, valorise et promeut la qualité et la diversité des saveurs du cacao tout au long de la chaîne de valeur. Il le fait pour améliorer les moyens de subsistance des petits exploitants agricoles et favoriser la durabilité de la chaîne d'approvisionnement en cacao pour des communautés prospères, résilientes et saines, des origines aux consommateurs. Il offre une reconnaissance mondiale aux producteurs de cacao de qualité supérieure et célèbre la diversité des saveurs des différentes origines de production.



Diaspora togolaise

Le vote des délégués a lieu du 24 septembre au 03 octobre 2022

L'élection des délégués pays du Haut Conseil des Togolais de l'extérieur (HCTE), a démarré le samedi 24 septembre. Le scrutin qui se déroule par vote en ligne, a été annoncé par la Commission électorale indépendante (CEI-HCTE) dans un communiqué.



COMMISSION ELECTORALE INDEPENDANTE

COMMUNIQUE

ELECTIONS 2022 DES DELEGUES PAYS DU HAUT CONSEIL DES TOGOLAIS DE L'EXTERIEUR (HCTE)

OUVERTURE DE LA PERIODE DE VOTE EN LIGNE

Le Président de la Commission Electorale Indépendante (CEI-HCTE) porte à la connaissance des compatriotes de la diaspora que le vote en ligne pour l'élection des délégués pays du Haut Conseil des Togolais de l'Extérieur (HCTE) aura lieu du 24 septembre 2022 à 00 heure au 03 octobre 2022 à minuit GMT, conformément au calendrier publié au début du processus électoral.

A cet égard, il exhorte les électeurs régulièrement inscrits à voter pour les candidats de leur choix sur le site hcte.diaspora.tg.

La Commission Electorale Indépendante compte sur le civisme et le sens de responsabilité de tous les Togolais de l'extérieur pour le bon déroulement de cette phase décisive du processus et souhaite bonne chance à tous les candidats.

Fait à Lomé, le 23 septembre 2022

Le Président
Victor WOMITSO

Population

Date confirmée pour le démarrage du RGPH-5

Ça se précise de plus en plus pour le cinquième recensement général de la population et de l'habitat (RGPH-5). La phase de dénombrement de la population du RGPH-5 se tiendra du 23 octobre au 12 novembre 2022 sur tout le territoire.

C'est ce qu'a confirmé le gouvernement, à la faveur de son conseil des ministres qui s'est tenu ce vendredi 23 septembre 2022. Le projet a fait l'objet d'une communication au cours de cette rencontre gouvernementale. Cette phase « permettra de collecter les données indispensables pour la planification et le suivi-évaluation des politiques, programmes et projets de développement dans notre pays », indique le relevé du conseil. Le RGPH-5 vise à



actualiser les données statistiques, démographiques et socio-économiques du pays, un peu plus de 10 ans après

le dernier exercice du genre, qui date de 2010.

Avec Togo First

Le Togo en chiffres

Principaux pays partenaires du Togo

Principaux clients (% des exportations)	2020	Principaux fournisseurs (% des importations)	2020
Burkina Faso	13,8	Chine	20,3
Mali	13,0	France	8,6
Bénin	10,0	Inde	7,5
Niger	8,5	Ghana	5,6
Ghana	8,1	Japon	4,3
Inde	7,5	Nigéria	3,6
Côte d'Ivoire	6,4	Allemagne	3,5
France	5,7	Turquie	3,3

Solde courant externe (en % du PIB)	-3,3 %	-5,9 %	-1,1 %	-1,7 %	FMI
Réserves de change zone UEMOA (en équivalent mois d'importations de biens et services)	5,8	5,3	4,5	4,5	FMI

Indicateurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Commerce extérieur (en % du PIB)	66,9	58,1	56,7	54,4	52,9
Balance commerciale (hors services) (millions USD)	-965	-644	-782	-757	n/a
Balance commerciale (services inclus) (millions USD)	-822	-502	-626	596	n/a
Importations de biens et services (croissance annuelle en %)	1,0	-11,4	5,3	1,4	0,8
Exportations de biens et services (croissance annuelle en %)	6,7	-0,7	2,0	2,1	-4,7
Importations de biens et services (en % du PIB)	40,0	32,9	32,7	31,3	31,1
Exportations de biens et services (en % du PIB)	26,9	25,3	23,9	23,1	21,8

Source : Banque mondiale ; dernières données disponibles

Profil commercial

Valeurs du commerce extérieur	2016	2017	2018	2019	2020
Importations de biens (millions USD)	2.382	1.874	2.116	2.091	2.166
Exportations de biens (millions USD)	1.290	1.016	1.080	1.055	1.008
Importations de services (millions USD)	397	427	464	447	407
Exportations de services (millions USD)	530	531	589	576	451

Source : Organisation mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Pour Diffusion immédiate

Contacts presse :

Pour Jeune Afrique Media Group :

Soukaina Harti

s.harti@jeuneafrique.com

press@afis.africa

+33 6 58 01 28 84

AFRICA FINANCIAL INDUSTRY SUMMIT - AFIS 2022

Lomé accueille les leaders de la finance africaine

les 28 & 29 novembre 2022

Paris, France, le 22 septembre 2022 – L'AFRICA FINANCIAL INDUSTRY SUMMIT-AFIS, plateforme visant à favoriser l'émergence d'un secteur panafricain des services financiers moderne, innovant et inclusif, tiendra son sommet annuel les 28 et 29 novembre 2022 à Lomé, au Togo. Alors que les nouvelles technologies révolutionnent le monde de la finance, l'AFIS propose aux secteurs privé et public réunis de débattre de la manière dont le l'industrie financière africaine peut s'adapter aux grands bouleversements économiques actuels et tirer parti de l'avènement de la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlecaf) pour se transformer.

En quelques années, l'Afrique a su se hisser à l'avant-garde mondiale de l'industrie du mobile money et favoriser l'essor des fintechs, laissant espérer une transformation numérique rapide et capable d'accélérer l'intégration économique du continent. Mais ces progrès sont menacés par une forte volatilité due à une situation internationale toujours plus incertaine et complexe. La détérioration de la qualité des actifs, la raréfaction des capitaux disponibles, les risques de liquidité ainsi que les risques climatiques et de cybersécurité sont autant de défis qui nécessitent l'adoption d'une feuille de route ambitieuse à l'échelle du secteur. A travers cet événement exceptionnel, l'ambition d'AFIS est de rassembler l'industrie financière dans son ensemble face à ces enjeux critiques.

Programme AFIS 2022

Après un premier sommet annuel en digital en 2021 ainsi que plusieurs webinars et rencontres privées, AFIS 2022 se déroulera en présentiel et accueillera plus de 500 leaders, parmi les plus influents de tous les secteurs de l'industrie financière africaine. Au premier rang des personnalités confirmées : **Jean-Claude Kassi Brou**, Gouverneur de la BCEAO ; **Kalyalya Denny H.**, Gouverneur de la banque de Zambie ; **John Rwangombwa**, Gouverneur de la Banque Nationale du Rwanda ; **Harvesh Kumar Seegolam**, Gouverneur de la Banque de Maurice ; **Sani Yaya**, Ministre de l'Economie et des Finances du Togo ; **Romuald Wadagni**, Ministre de l'Économie et des Finances, Ministre d'État du Bénin ; **Sérgio Pimenta**, Vice-président régional pour l'Afrique, IFC ; **Ade Ayeyemi**, Directeur Général Groupe d'Ecobank ; **Felix Edoh Kossi Amenounvé**, Directeur Général de la BRVM ; **Amine Bouabid**, Directeur Général de Bank of Africa ; **Serge Ekué**, Président de la BOAD ; **Aïda Diarra**, Vice-Présidente Senior Afrique subsaharienne, VISA ; **Benedict Oramah**, Président d'afreximbank ; **James Mwangi**, Directeur général, Equity Bank Group, Kenya ; **Sitoyo Lopokoïyit**, Directeur Général de M-PESA Afrique ; **Mareme Mbaye Ndiaye**, Directrice Générale de la Société Générale Cameroun ; **Nagoum Yamassoum**, Président de la Cosumaf ; **Kuseni Dlamini**, Président de Massmart Holdings, Afrique du Sud, **Ashok Shah**, CEO, APA Insurance, Kenya ... ainsi que de nombreux autres acteurs venant de toute l'Afrique et du monde entier. Ils discuteront des enjeux et défis majeurs du secteur et tenteront d'apporter des réponses claires aux différentes problématiques.

Ils ont dit :

« L'industrie financière africaine est l'une des plus dynamiques au monde avec des marges de progression exceptionnelles, dans un contexte de très forte croissance démographique. La naissance récente de la Zone de libre-échange continentale représente une opportunité unique de repenser l'industrie financière africaine à l'échelle continentale, tout particulièrement dans un contexte de redéfinition de l'archi-

tecture financière mondiale », a déclaré **Amir BEN YAHMED**, Directeur Général de Jeune Afrique Media Group, fondateur d'AFIS.

« IFC s'est engagée à étendre les services financiers formels à 600 millions de personnes et nombre de ses pays cibles se trouvent sur le continent africain. À l'heure où les fintechs africaines connaissent un développement fulgurant, le dialogue entre les différents acteurs de la finance et entre le privé et les autorités publiques est clé pour atteindre l'inclusion financière et assurer ainsi le financement de l'activité économique », a commenté **Sérgio PIMENTA**, vice-président d'IFC pour l'Afrique, co-host d'AFIS 2022.

À propos de l'AFRICA FINANCIAL INDUSTRY SUMMIT

Fondée par le groupe Jeune Afrique Media en 2021, avec le soutien de l'IFC (Groupe de la Banque mondiale), AFIS est une organisation sœur de l'AFRICA CEO FORUM, la principale plateforme du secteur privé africain. L'objectif d'AFIS est de construire une industrie financière robuste au service de l'économie réelle et du développement durable. Réunissant les personnalités et institutions les plus influentes de la finance africaine, ainsi que les régulateurs, AFIS œuvre à l'amélioration de l'inclusion financière et à l'émergence d'une véritable industrie panafricaine des services financiers.

Informations et inscriptions : https://jaf-fis.mediactive-events.com/index.php?langue_id=1

À propos de Jeune Afrique Media Group et de l'AFRICA CEO FORUM

Fondé en 2012, l'AFRICA CEO FORUM est la plateforme de référence des dirigeants des plus grandes entreprises africaines et internationales, des investisseurs internationaux, des responsables de multinationales, des chefs d'État, des ministres et des représentants des principales institutions financières actives sur le continent. Incontestablement le lieu de rencontres de haut niveau, de partage d'expériences et de décodage des tendances qui affectent le monde des affaires, l'AFRICA CEO FORUM propose des solutions concrètes et innovantes pour faire avancer les entreprises du continent. Grâce à ses initiatives, l'AFRICA CEO FORUM accroît la représentation des femmes aux postes de décision sur le continent et soutient la transformation des entreprises familiales africaines.

Suivez-nous sur les réseaux sociaux #AFIS2022

<https://www.linkedin.com/company/africa-financial-industry-summit-afis/>

À propos d'IFC

IFC, membre du Groupe de la Banque mondiale, est la plus grande institution mondiale de développement axée sur le secteur privé dans les marchés émergents. IFC travaille dans plus de 100 pays, en utilisant son capital, son expertise et son influence pour créer des marchés et des opportunités dans les pays en développement. Au cours de l'exercice 2021, IFC a engagé un montant record de 31,5 milliards de dollars en faveur d'entreprises privées et d'institutions financières dans les pays en développement, tirant parti du pouvoir du secteur privé pour mettre fin à l'extrême pauvreté et stimuler la prospérité partagée, alors que les économies sont aux prises avec les impacts de la pandémie de COVID-19. Pour plus d'informations, visitez le site www.ifc.org.

Mali

La BAD veut accélérer le déploiement de ses projets

Le gouvernement malien et la Banque africaine de développement (BAD) ont convenu de donner un coup d'accélérateur aux projets en cours destinés à réduire la pauvreté dans le pays. C'est sur cette volonté partagée que s'est achevée une mission de dialogue de haut niveau du Groupe de la Banque, le 16 septembre 2022.

Pendant une semaine, les membres de la délégation de la Banque et du gouvernement malien ont passé en revue la performance de l'ensemble du portefeuille actif de projets et programmes que la Banque finance au Mali. Puis un atelier de restitution a été élargi à d'autres parties prenantes (société civile, partenaires au développement, secteur privé) pour mieux poursuivre les discussions. « Le taux d'instruments de financement en alerte rouge est de 83,8 %, celui de décaissement du portefeuille se situe à 36,6 %, pour un âge moyen des projets de 5,53 ans. Il s'agit donc d'un portefeuille vieillissant et qui a besoin d'être assaini », a déclaré le chef de la mission, le directeur général adjoint de la Banque pour l'Afrique de l'Ouest, Joseph Martial Ribeiro. La pandémie de Covid-19 et la crise multiforme à laquelle le Mali fait face (sécuritaire, sociale et politique), sont au nombre des facteurs qui ont entravé la mise en œuvre des projets de la Banque au Mali en 2022. Pour y remédier, la mission préconise des réformes audacieuses, qui visent notamment à accélérer les processus de passation des marchés et l'indemnisation des personnes affectées par les projets. « Nous devons agir avec fermeté et diligence pour vite redresser la performance du portefeuille », a déclaré le directeur général adjoint



de la Banque pour l'Afrique de l'Ouest. « Je note avec satisfaction qu'à l'issue des travaux, un diagnostic complet a été fait, qui identifie et analyse les contraintes et les difficultés majeures qui plombent la performance du portefeuille de la Banque au Mali », a déclaré le ministre malien de l'Économie et des Finances, Alousséni Sanou, également gouverneur à la Banque africaine de développement pour le Mali. « Il est plus que nécessaire que chacune des parties prenne des dispositions pratiques et adaptées pour une bonne mise en œuvre des recommandations proposées. Cela nous permettra (...) d'assainir autant que possible le portefeuille afin d'atteindre les objectifs de développement au bénéfice de nos populations », a ajouté le ministre. Alousséni Sanou a d'ailleurs annoncé que la cellule de suivi des unités de gestion des projets et programmes allait être renforcée, outre les procédures, afin d'assurer l'implication effective et personnelle de tous les acteurs. Avec cet objectif : réduire le taux d'instruments de finan-

cement épinglés à moins de 45 % dans les 6 mois à venir. « Le niveau d'engagement du Groupe de la Banque africaine de développement, tant pour le volume de son portefeuille que pour le caractère stratégique de ses secteurs d'intervention, illustre bien la solidité des liens de partenariat entre le Mali et le Groupe de la Banque depuis plus de quatre décennies », a déclaré le responsable pays du Groupe de la Banque africaine de développement pour le Mali, Adalbert Nshimyumuremyi. Depuis 1975, début des opérations de la Banque au Mali, 112 opérations ont été approuvées en faveur du Mali, qui ont nécessité 1,83 milliard d'euros d'investissements. À la fin août 2022, le portefeuille actif du Groupe de la Banque africaine de développement au Mali comptait 21 opérations pour un montant de 640 millions d'euros. Les projets couvrent les transports (39 %), l'agriculture (19 %), l'énergie (13 %), l'eau et l'assainissement (11 %), la finance (7 %), la gouvernance (6 %), le social (5 %).

Notation

Fitch rétrograde le Ghana de CC à CCC

A Hong Kong le 23 sept passé, Fitch Ratings a abaissé la note de défaut de l'émetteur (IDR) à long terme en monnaie locale et étrangère du Ghana de 'CCC' à 'CC'. Fitch n'attribue généralement pas de perspectives aux émetteurs dont la note est égale ou inférieure à 'CCC'.

L'abaissement de la note reflète la probabilité accrue que le Ghana cherche à restructurer sa dette en raison des tensions financières croissantes, de la hausse des coûts d'intérêt sur la dette intérieure et du manque prolongé d'accès aux marchés des euro-obligations. "Il est très probable que le programme de soutien du FMI actuellement en cours de négociation nécessitera une forme de traitement de la dette en raison de l'augmentation des coûts d'intérêt et des recettes structurellement faibles en pourcentage du PIB", a déclaré Fitch dans

le commentaire de l'action de notation. "Nous pensons que cela se fera sous la forme d'un échange de dette et sera considéré comme un échange de dette en difficulté selon nos critères. Le gouvernement n'a ni confirmé ni infirmé les informations de presse selon lesquelles le Ghana se prépare à négocier une restructuration. Les frais d'intérêt sur la dette extérieure sont moins élevés que pour la dette intérieure et les amortissements de la dette extérieure à court terme semblent gérables. Cependant, nous pensons qu'il pourrait y avoir une incitation à répartir le fardeau de la res-

tructuration de la dette entre les créanciers nationaux et externes et, par conséquent, nous ne disposons pas d'une base solide pour différencier les notations en monnaie étrangère et en monnaie locale à l'heure actuelle". Fitch a déclaré qu'il y avait "une forte probabilité que le programme de soutien du FMI actuellement en cours de négociation nécessite une forme de traitement de la dette en raison de l'escalade des coûts d'intérêt et des recettes structurellement faibles en pourcentage du PIB".

Coopération UEMOA-FRANCE

Vers l'affectation des reliquats de l'aide budgétaire française

La Commission et la mission financière française identifient des points d'application pour l'affectation des reliquats de l'aide budgétaire française à l'UEMOA pour la mise en œuvre du Programme Economique Régional.

La cérémonie a été présidée par le Commissaire Filiga Michel SAWADOGO, en charge du Département du Marché Régional et de la Coopération, le jeudi 15 septembre 2022, dans la salle de réunion du Conseil des Ministres du siège de la Commission à Ouagadougou. La délégation française était conduite par Yves CHARPENTIER, Conseiller Afrique du Directeur Général du Trésor français. Ont également participé à cette rencontre, Bruno LEClerc, Directeur Régional Grand Sahel de l'Agence Française de Développement (AFD) et Mme Béatrice ALPERTE, Chef du Service



Economique de l'Ambassade de France. Les échanges ont essentiellement porté sur la contribution des reliquats de l'aide budgétaire à la mise en œuvre des initiatives de la Commission en matière de renforcement des capacités, de coopération transfrontalière et de sécurité alimentaire. Pour rappel, l'aide budgétaire française était

un appui régional annuel de 20 millions d'euros entre 2005 et 2013 pour la mise en œuvre du Programme Economique Régional. Elle a grandement contribué à la mise en œuvre de projets au bénéfice des populations de l'Union, dans des secteurs essentiels, comme l'hydraulique villageoise, la lutte contre l'érosion côtière, le désensablement du fleuve Niger, l'aménagement des terres de l'Office du Niger, l'appui aux centres d'excellence régionaux et la réalisation des postes de contrôle juxtaposés, des stations de pesage et des études routières.

Avec uemoa.int



Mégaprojet de gazoduc

La CEDEAO, le Nigeria et le Maroc signent un protocole d'accord

Un Mémoire d'Entente a été signé le jeudi 15 septembre à Rabat au Maroc, entre la CEDEAO, représentée par Sédiko DOUKA, Commissaire Infrastructures, Energie et Digitalisation, la République Fédérale du Nigeria, représentée par Mallam Mele Kolo KYARI, Président Directeur Général de la Nigerian National Petroleum Company Limited « NNPC » et le Royaume du Maroc, représenté par Mme Amina BENKHADRA, Directrice Général de l'Office National des Hydrocarbures et des Mines « ONHYM ».

• Vivien ATAKPABEM

Selon le communiqué conjoint produit à l'issue de cette signature, ce Mémoire d'entente confirme l'engagement de la CEDEAO et l'ensemble des pays traversés par le gazoduc à contribuer à la faisabilité, aux études techniques, à la mobilisation des ressources et à la mise en œuvre de cet important projet qui, une fois achevé, fournira du gaz à l'ensemble des Pays de l'Afrique de l'Ouest et permettra également une nouvelle voie d'exportation vers l'Europe. Ce projet stratégique participera à l'amélioration du niveau de vie des populations, à l'intégration des économies de la région, à l'atténuation de la désertification grâce à un approvisionnement en gaz durable et fiable à travers la réduction ou la suppression du

torchage du gaz entre autres effets induits. Il implique seize pays dont quatorze membres de la CEDEAO. Aussi, ce projet facilitera à d'autres pays d'exporter leur excédent de gaz naturel : le Ghana, la Côte d'Ivoire, le Bénin, le Togo, le Ghana, la Côte d'Ivoire, le Liberia, la Sierra Leone, la Guinée, la Guinée Bissau, la Gambie, le Sénégal, la Mauritanie pour prendre fin au Maroc. A long terme, il sera connecté au Gazoduc Maghreb Europe et au réseau gazier européen et permettra aussi d'alimenter les Etats enclavés en l'occurrence le Burkina Faso, le Mali et le Niger. Selon le Commissaire Sédiko DOUKA, qui a représenté la Com-

mission de la CEDEAO au nom de son Président, Son Excellence Dr Omar Aliou TOURAY, la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), convaincue de la viabilité du projet du gazoduc Nigeria-Maroc, ne ménagera aucun effort pour son aboutissement : « Nous sommes convaincus en tant que communauté économique régionale de la viabilité de ce projet qui représente une grande opportunité et nous ne ménagerons aucun effort pour son aboutissement ». Le Commissaire Infrastructure, Energie et digitalisation de la CEDEAO a également réitéré, au nom du Président de la Commission de la CEDEAO, son appui total à ce projet régional qui va impacter positivement la vie de plus de 400 millions de personnes.

BRVM 10	163,97
Variation Jour	↓ -0,46 %
Variation annuelle	↑ 6,81 %



BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

N° 183

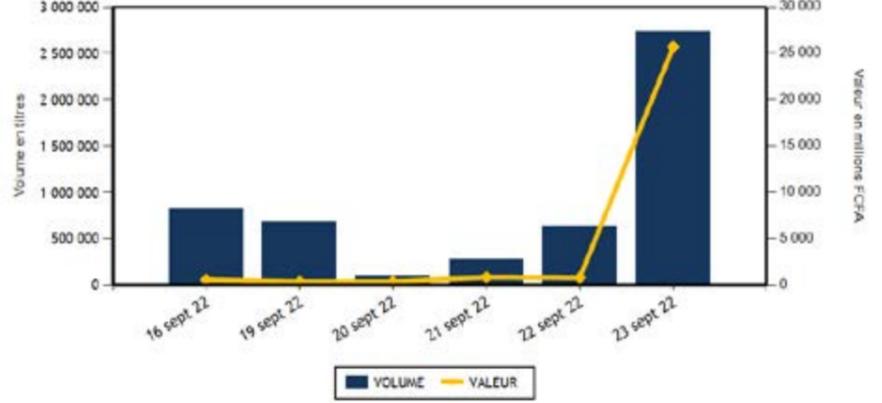
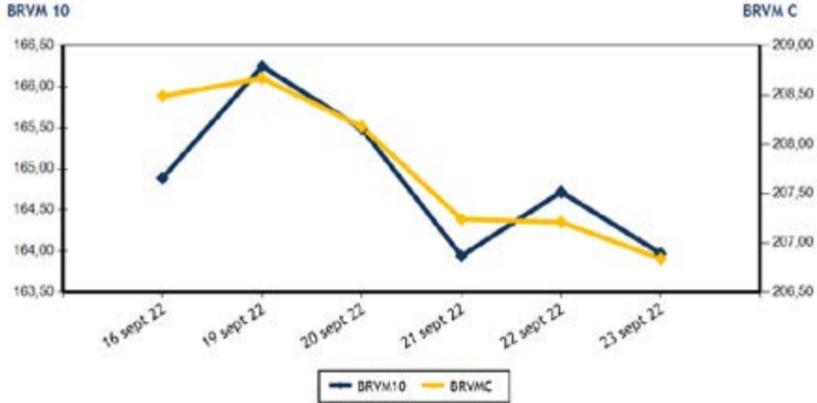
vendredi 23 septembre 2022

Site : www.brvm.org

BRVM Composite	206,84
Variation Jour	↓ -0,18 %
Variation annuelle	↑ 2,25 %

Evolution des indices

Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	6 226 390 784 918	-0,18 %
Volume échangé (Actions & Droits)	203 464	-67,18 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	409 033 806	-42,52 %
Nombre de titres transigés	42	-4,55 %
Nombre de titres en hausse	10	0,00 %
Nombre de titres en baisse	15	-6,25 %
Nombre de titres inchangés	17	-5,56 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	8 283 457 308 350	0,01 %
Volume échangé	2 535 760	25 367,11 %
Valeur transigée (FCFA)	25 298 906 788	25 807,54 %
Nombre de titres transigés	15	66,67 %
Nombre de titres en hausse	1	
Nombre de titres en baisse	1	0,00 %
Nombre de titres inchangés	13	62,50 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SAFCA CI (SAFC)	795	7,43 %	-6,47 %
AIR LIQUIDE CI (SIVC)	800	7,38 %	-10,61 %
CROWN SIEM CI (SEMC)	745	5,67 %	-2,61 %
CORIS BANK INTERNATIONAL (CBIBF)	8 975	1,99 %	-14,52 %
SOGB CI (SOGC)	6 100	1,75 %	22,00 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
CFAO MOTORS CI (CFAC)	830	-7,26 %	-30,25 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	1 050	-5,41 %	9,38 %
BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS)	2 420	-3,20 %	2,98 %
PALM CI (PALC)	10 500	-2,37 %	50,21 %
SETAO CI (STAC)	1 370	-2,14 %	87,67 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	12	106,06	-0,08 %	-3,68 %	8 254	13 208 980	26,76
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	476,22	-0,05 %	6,10 %	7 813	51 908 940	9,57
BRVM - FINANCES	15	78,42	0,20 %	1,67 %	146 597	112 831 586	7,53
BRVM - TRANSPORT	2	449,10	0,00 %	-27,81 %	73	134 685	7,20
BRVM - AGRICULTURE	5	299,59	-0,62 %	23,13 %	27 520	205 210 660	5,81
BRVM - DISTRIBUTION	7	373,17	-2,28 %	-8,41 %	13 060	25 537 115	27,74
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 690,42	-2,14 %	87,67 %	147	201 840	16,45
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	8,11	
Taux de rendement moyen du marché	7,22	
Taux de rentabilité moyen du marché	7,57	
Nombre de sociétés cotées	46	
Nombre de lignes obligataires	104	
Volume moyen annuel par séance	1 065 543,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 656 364 329,69	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	32,51	
Ratio moyen de satisfaction	43,23	
Ratio moyen de tendance	132,98	
Ratio moyen de couverture	75,20	
Taux de rotation moyen du marché	0,02	
Prime de risque du marché	6,43	
Nombre de SGI participantes	27	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Volume annuel échangé / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de couverture = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86 - Fax : +225 20 32 66 84 - Mail : brvm@brvm.org - Site Web : www.brvm.org

Classement

Singapour remplace Hong Kong comme centre financier d'Asie

Hong Kong a perdu son titre de première place financière d'Asie au profit de Singapour dans un classement mondial où New York et Londres conservent les première et deuxième places.

Singapour a progressé de trois places pour atteindre la troisième position dans l'indice semestriel Global Financial Centres Index (GFCI) publié jeudi. Le classement évalue la compétitivité de 119 centres financiers à travers le monde. Hong Kong applique depuis plus de deux ans et demi une version plus souple de la stratégie chinoise «zéro Covid» avec des mesures sanitaires strictes et une quarantaine à l'hôtel obligatoire. Cela lui a coûté son titre de première place financière d'Asie, l'a plongé dans une crise économique et précipité la fuite des cerveaux vers ses rivaux dans la région. À l'inverse, Singapour a levé ses restrictions et rouvert ses frontières en début d'année, acceptant le caractère désormais endémique de l'épidémie de Covid-19. La cité-État accueille une série de conférences économiques dans les mois qui viennent. La semaine pro-



chaîne, le Grand Prix de Formule 1 aura lieu à Singapour et le pays s'attend à recevoir quatre millions de visiteurs cette année. Dans une déclaration de quelque 600 mots, le gouvernement de Hong Kong a réagi au classement, soulignant qu'il avait obtenu un meilleur score que l'année précédente. «Nous continuerons à écouter les opinions et à faire preuve d'audace pour faire avancer les réformes visant à consolider et à renforcer le marché des capitaux de Hong Kong et notre rôle

de centre financier international», a noté le gouvernement. La déclaration ne fait pas mention du coronavirus, ni des restrictions imposées pour contenir l'épidémie. San Francisco a brigué la cinquième place de l'enquête, gagnant deux places. Shanghai, sous cloche en début de l'année à cause de restrictions contre le coronavirus, est en sixième position, suivie de Los Angeles, Pékin et Shenzhen.

(AFP)

France

Usage «raisonnable» de l'avion voulu par le patron des aéroports parisiens

Le patron du groupe Aéroports de Paris estime qu'il faudra prendre l'avion de manière raisonnable, durant les 20 à 30 prochaines années, jusqu'à la transition vers des technologies vertes.

«Il faudra inviter les gens à être plus raisonnables dans le voyage aérien» tant que le transport aérien n'aura pas été au bout de son processus de décarbonation, a prévenu le patron du groupe Aéroports de Paris (ADP) Augustin de Romanet. «Je pense qu'il faut être aussi raisonnable que possible dans ses comportements pour la période de transition qui va durer 20 ou 30 ans», a-t-il assuré lundi soir, lors d'un entretien sur la chaîne BFM Business.

Électricité, hydrogène ou carburants durables

D'après lui, «avant que nous ayons – ce qui sera le cas dans 30 ans – des avions propulsés soit à l'électricité, soit à l'hydrogène, soit avec des carburants durables faits à partir d'électricité verte», il faudra faire preuve de modération pour ce qui est du recours à l'avion. «Si demain matin, le trafic aérien devait décroître, ce n'est pas une tragédie existentielle pour nous», a-t-il assuré, en précisant que la fourniture d'un accueil de qualité était la priorité d'un groupe comme ADP.

Confiance sur le long



● **Le patron d'ADP juge que, «sur le long terme, c'est le transport aérien qui sera le système le moins émetteur de CO2.» FEM**

terme

Pour autant, il ne faut pas oublier que «sur le long terme, c'est le transport aérien qui sera le système le moins émetteur de CO2», a affirmé Augustin de Romanet. Selon son raisonnement, «l'infrastructure de l'avion, c'est l'air» et si «vous analysez la quantité de CO2 émise pour faire des voies de chemin de fer, du ballast, etc., vous savez que sur le long terme, le transport aérien est extrêmement vertueux», a-t-il insisté, dans une comparaison avec le secteur ferroviaire. Il dit anticiper «une continuation de l'extraordinaire demande de voyage dans les pays émergents», qui va encore être «très forte», mais «pour les pays qui ont déjà profité de la croissance très forte du trafic

aérien, les pays «privilegiés» comme le nôtre, il n'est pas déraisonnable d'accepter une certaine modération.»

Prises de conscience

Face à la demande croissante de limitation du trafic aérien pour lutter contre le réchauffement climatique, le patron d'ADP ne se mettra «jamais en travers de ceux qui veulent avoir des comportements plus responsables», a-t-il dit. Il a également souligné la prise de conscience qui a frappé l'industrie depuis 2019 avec désormais «des compagnies aériennes qui réclament à cor et à cri aux énergéticiens de la production de carburant aérodurable, ainsi que des méthodes pour faire de l'écopilote».

(AFP)

L'éco en bref

Qatar : Nouvel investissement majeur de TotalEnergies

Le Qatar a annoncé samedi la signature d'un important contrat avec le géant gazier et pétrolier français TotalEnergies pour augmenter sa production de gaz naturel liquéfié (GNL). Le ministre qatari de l'Énergie et PDG de Qatar Energy (QE), Saad Sherida al-Kaabi, a fait cette annonce lors d'un point de presse conjoint avec Patrick Pouyanné, PDG de TotalEnergies. Le géant français a déjà signé un accord de plus de 2 milliards de dollars avec Doha en juin pour le développement du plus grand champ de gaz naturel au monde, le projet North Field East (NFE). Selon Kaabi, TotalEnergies va également participer au financement du projet de développement du champ de gaz naturel North Field South (NFS). TotalEnergies «aura un rôle stratégique renforcé» dans le développement gazier au Qatar, a affirmé Kaabi.



Pétrole : le WTI clôture sous 80 dollars

Le prix du baril de West Texas Intermediate (WTI), variété américaine de pétrole de référence, a clôturé vendredi sous 80 dollars pour la première fois depuis plus de 7 mois, avant l'invasion de l'Ukraine. Etouffé par la peur d'une récession mondiale, le WTI pour livraison en novembre, contrat de référence, a lâché 5,68% sur la seule séance de vendredi, pour clôturer à 78,74 dollars.

Londres va remettre en place la détaxe de TVA pour les touristes

Le gouvernement britannique a annoncé jeudi son intention d'autoriser à nouveau les touristes à réaliser des achats hors TVA, une possibilité qui avait été supprimée avec le Brexit, pour doper le commerce. La mesure «donnera un coup de pouce aux grands magasins et créera des emplois dans les secteurs du commerce de détail et du tourisme», selon le «plan pour la croissance» dévoilé, vendredi, par le chancelier de l'Échiquier britannique, Kwasi Kwarteng. Le nouveau programme sera destiné aux «visiteurs non britanniques au Royaume-Uni», et il «leur permettra d'obtenir un remboursement de la TVA sur les marchandises achetées dans les rues commerçantes, les aéroports» et autres points de sortie du pays, à condition qu'elles soient transportées hors du Royaume-Uni «dans leurs bagages personnels», a précisé le gouvernement.



Le pétrole dévisse avec les craintes de récession

Les cours du pétrole brut dévissaient vendredi, le West Texas Intermediate (WTI) coté à New York plongeant sous 80 dollars le baril pour la première fois depuis janvier, plombé par le rouleau-compresseur du dollar et les craintes de récession mondiale. Vers 16h30 heure en Suisse, le baril de WTI américain, pour livraison en novembre, plongeait de 5,52%, à 78,88 dollars. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison le même mois chutait de 4,81%, à 86,11 dollars. Après avoir flambé jusqu'à 130,50 dollars pour le WTI et 139,13 pour le Brent au début de l'invasion russe de l'Ukraine, en raison des limites à l'approvisionnement venu de Russie, le brut est fortement retombé. Les craintes d'une récession mondiale et donc de baisse de la demande de pétrole revenant sur le devant de la scène, la hausse du WTI depuis début 2022 n'est plus que d'environ cinq pour cent.

Equinor va fournir du gaz norvégien à la Pologne pendant dix ans

Le géant norvégien de l'énergie, Equinor, a annoncé, vendredi, avoir conclu un accord de long terme avec le gazier polonais PGNiG pour la fourniture de gaz norvégien à la Pologne, via un gazoduc sur le point d'être inauguré. Selon les termes de l'accord, Equinor livrera à PGNiG, via le gazoduc Baltic Pipe, environ 2,4 milliards de m3 de gaz par an pendant dix ans, soit l'équivalent de 15% de la consommation annuelle polonaise. D'une capacité de dix milliards de m3 par an, Baltic Pipe sera inauguré mardi. S'agissant en fait d'un raccordement, via le Danemark, à Europipe II, un gazoduc qui relie déjà la Norvège et l'Allemagne, sa mise en service n'entraînera pas une hausse des livraisons de gaz norvégien à l'Europe. La Pologne cherche à réduire sa dépendance au gaz russe, qui couvrirait les deux tiers de ses besoins il y a quelques années. Sur fond de guerre en Ukraine, le géant russe Gazprom a suspendu ses livraisons vers le pays cette année, PGNiG ayant refusé de payer sa facture en roubles.

Sélection AFP & REUTERS

Rendez-vous économiques

EVENEMENTS	DATE	LIEUX	ORGANISATEURS/CONTACTS
Rendez-vous technologique et collaboratif (Gitex Global)	10-14 octobre 2022	Dubaï, Emirats Arabes Unis	https://gitex.com/
Salon international des innovations et solutions pour le secteur parfumerie-cosmétiques	12-13 octobre 2022	France	https://www.cosmetic-360.com/
Salon International des Acteurs Economiques Madagascar	13-16 octobre 2022	+ 261 34 33 796 15 / + 261 34 28 612 40	federationcci@gmail.com / commercial@siae-madagascar.com
8e sommet international de l'innovation dans la finance	19 octobre 2022	Sydney, Australie	fintechsummit.com.au
Sommet Finance en commun 2022	19-20 octobre 2022	Abidjan, Côte d'Ivoire	https://www.afdb.org/fr/news-and-events/events/3e-edition-du-sommet-finance-en-commun-52844
6 ^e Conférence des Ministres Africains Chargés de l'Etat Civil	24-28 Octobre 2022	Addis-Abeba, Éthiopie	+251 115 443461 / belayt@un.org
Rendez-vous international de la tech	1 ^{er} au 4 novembre 2022	Lisbonne	websummit.com
Foire commerciale internationale	5-13 novembre 2022	Maurice (+ 230) 270 1450 / (+ 230) 5806 8848	dependancepromo194@gmail.com
Foire commerciale intra-africaine	21-27 novembre 2023	Abidjan, Côte d'Ivoire	https://www.intrafricantradefair.com/
Sommet des start-up émergentes Afrique-Europe	28-29 novembre 2022	Paris	emergingvalley.co

HOROSCOPE finance

Bélier

Dur, dur de faire des économies ! Et pourtant, vous vous rendrez bien compte que vous devez absolument améliorer l'état de vos finances. Dieu merci, vous ferez probablement une rentrée d'argent inattendue. Et en plus, quelques petits gains aux jeux semblent possibles ; consultez votre nombre de chance.

Taureau

Attention à Mars ! Cette planète a plutôt mauvaise réputation quand elle s'attaque aux finances. Alors, gardez sur votre compte les maigres subsides que vous aurez pu sauver de l'enfer des soldes ou promotions !

Gémeaux

Cet aspect de Mars aura du bon, mais aussi du mauvais. Son impact positif, c'est qu'il vous motivera et vous poussera à vous donner du mal pour améliorer vos revenus. Mais attention au côté néfaste de son influence : Mars rend en effet impulsif et imprudent. Vous risquez donc de vous retrouver propriétaire d'une superbe chaîne hi-fi et d'un compte en banque effondré, sous prétexte que vous avez oublié de réfléchir !

Cancer

Le front financier risque d'être touché par Uranus mal aspecté. Mais vous vous en sortirez si vous restez vigilant. Evitez par exemple de vous lancer dans un achat important. Attention, aussi, aux décisions trop risquées concernant des placements ou des investissements.

Lion

Grâce à l'appui de Saturne, vous prendrez des décisions dans le sens de vos intérêts réels. Concernant les questions financières, tenez compte de vos expériences passées. Bonne chance aux jeux ; n'oubliez pas de consulter votre nombre de chance.

Vierge

Mercurius vous sera favorable. Vous pourrez améliorer votre gestion et donc bénéficier d'un meilleur équilibre budgétaire. Mais une mauvaise surprise est possible, comme par exemple une dette oubliée qui vous rappellera à l'ordre.

Balance

Attention ! L'influence de la planète Saturne mal aspectée pourrait vous causer quelques difficultés financières. Ne commettez pas d'imprudences sur ce plan, soit en péchant par excès d'optimisme, soit en prenant des risques excessifs.

Scorpion

Uranus en cet aspect va vous aider à améliorer votre équilibre budgétaire. Mais ce qui va surtout vous permettre de redresser la barre, ce sera le départ de Neptune de votre Ciel. Neptune a souvent un effet restrictif, et lorsqu'il influence une zone liée à l'argent, il provoque la plupart du temps une stagnation des rentrées et une augmentation des dépenses. Débarrassé de cette planète, vous allez enfin respirer !

Sagittaire

L'influence de Saturne dans votre Ciel représentera pour vous un véritable défi. En effet, vous devrez redoubler d'efficacité et même d'ingéniosité pour surmonter les difficultés et réussir à bien gérer vos finances. Néanmoins, évitez de solliciter des prêts importants.

Capricorne

Sous l'aile protectrice de Jupiter, qui influencera le secteur finances, oubliez vos soucis pécuniaires. D'abord, l'argent arrivera régulièrement sur vos comptes. Ensuite, vous avez fait depuis quelque temps déjà des placements dont vous avez toutes les chances de récolter maintenant les fruits. Vous voilà récompensé pour votre saine gestion et vos efforts louables pour économiser. Un léger bémol cependant : le Soleil mal aspecté pourrait vous inciter à des dépenses inconsidérées.

Verseau

Ce climat astral vous rendra plus sage en matière de finances. Vous serez moins enclin à dépenser beaucoup ou pour des choses d'une utilité douteuse. Et vous suivrez ce conseil de Caton le Censeur : "N'achetez pas ce qui est utile, mais ce qui est nécessaire".

Poissons

Vous devrez faire preuve de sérieux et de rigueur dans la gestion de votre budget. Evitez également d'abuser des crédits, et sachez freiner vos envies de luxe. Certes, ce n'est pas un programme très réjouissant, pour vous qui aimez dépenser au gré de vos humeurs, mais c'est le prix que vous aurez à payer pour échapper aux soucis financiers démoralisants.

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Togo- REC N°0650/07/09/2022/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »

N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207

Adresse : 199 Angle rue Ayissou, Totsi, Lomé

Email : leconomistedutogo@leconomistedutogo.tg

Site web : www.leconomistedutogo.tg

REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Nicole ESSO
Junior AREOLA
Vivien ATAKPABEM
Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

Gérard DAMAWOU

Conseil des ministres

Un document de politique de l'industrie du textile adopté

Le chef de l'Etat Faure Essozimna Gnassingbé a présidé, ce 23 septembre 2022, le Conseil des ministres. Au cours des travaux, le Conseil a examiné deux projets de décret et écouté trois communications. Le conseil a examiné en deuxième lecture le projet de décret portant approbation du document de politique de l'industrie du textile et de l'habillement du Togo, 2020-2030.

COMMUNIQUÉ DU CONSEIL DES MINISTRES DU 23 SEPTEMBRE 2022



1. Le conseil des ministres s'est réuni ce vendredi 23 septembre 2022 sous la présidence de Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE, Président de la République.
2. Le conseil a examiné deux (02) projets de décret et écouté trois (03) communications.

I. Au titre des projets de décret,

3. Le conseil a examiné en deuxième lecture le projet de décret portant approbation du document de politique de l'industrie du textile et de l'habillement du Togo, 2020-2030.
4. Cette politique met l'accent sur le renforcement des maillons filature, tissage, tricotage, et confection et prévoit des mesures incitatives et innovantes (fiscale, sociale, environnementale, etc) pour l'attraction des investisseurs et le développement durable de l'industrie du textile et de l'habillement.
5. S'inscrivant dans la vision développée par la feuille de route gouvernementale, elle permettra de renforcer l'attractivité de notre pays auprès des investisseurs afin de transformer localement le coton produit au Togo.
6. Le conseil a ensuite examiné en première lecture le projet de décret portant cadre général d'organisation de l'assurance qualité dans les établissements d'enseignement supérieur, centres ou organismes de recherche et d'innovation.
7. L'étude de ce texte sera poursuivie lors d'une prochaine session du conseil des ministres.

II. Au titre des communications,

8. Le conseil a écouté une communication relative à l'opérationnalisation de l'Ecole polytechnique de Lomé ; présentée par le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche.
9. L'Ecole polytechnique de Lomé (EPL) est une fusion de l'école nationale supérieure d'ingénieurs (ENSI) et du centre informatique et de calcul (CIC), dans le respect des exigences et standards internationaux des grandes écoles d'ingénieurs.
10. Elle a pour mission d'offrir des formations dans les parcours licence professionnelle, master-ingénieur et doctorat, ainsi que des doubles diplômes master-ingénieur et docteur-ingénieur avec des partenaires internationaux.
11. Cette fusion permet d'intégrer, dans une structure cohérente et sous une même gouvernance, différentes branches techniques de formation d'ingénieurs de terrain à différents grades pour les besoins de développement industriel de notre pays, en vue de contribuer à l'économie de la connaissance au niveau national et de jouer le rôle de levier pour le développement industriel du Togo.
12. Le conseil a instruit pour que des informations additionnelles soient communiquées sur ce projet.
13. Le conseil a ensuite écouté une deuxième communication relative à la visite d'amitié et de travail des ministres Burkinabè chargés des transports et du commerce à Lomé ; présentée par le ministre des transports routiers, aériens et ferroviaires.
14. Cette visite d'une délégation ministérielle burkinabè qui s'est tenue à Lomé du 31 août au 02 septembre 2022 s'inscrit dans le cadre du maintien de la compétitivité et de l'attractivité du corridor togolais, conformément à la feuille de route gouvernementale 2020-2025 à travers l'ambition visant à affirmer la place du Togo en tant que hub logistique et de services.
15. Le conseil a félicité les deux parties pour la qualité des échanges et les a encouragées à les poursuivre dans l'intérêt du renforcement de l'intégration régionale et d'une prospérité des deux pays.
16. Le conseil a écouté une dernière communication relative au cinquième recensement général de la population et de l'habitat au Togo ; présentée par le ministre conseiller du Président de la République
17. La présente communication a pour objet de rendre compte au conseil du processus de l'état d'avancement des activités du cinquième recensement général de la population et de l'habitat (RGPH-5) en cours après celui de 2010.

18. La phase de dénombrement de la population se tiendra du 23 octobre au 12 novembre 2022 sur toute l'étendue du territoire. Elle permettra de collecter les données indispensables pour la planification et le suivi-évaluation des politiques, programmes et projets de développement dans notre pays.

19. Le conseil a félicité l'ensemble des parties prenantes et a encouragé la population à adhérer massivement aux opérations qui seront lancées dans ce cadre.

III. Au titre des divers,

20. Le conseil a entendu un compte rendu du ministre chargé des enseignements primaires et secondaires relatif à la préparation de la rentrée scolaire 2022 – 2023.
21. Ce compte rendu fait état du bon déroulement de la rentrée pédagogique qui a été effective le 19 septembre 2022 en prélude à la rentrée académique prévue le lundi 26 septembre 2022.
22. Par ailleurs, en vue de continuer à répondre aux enjeux de renforcement des effectifs, les résultats du concours de recrutement des enseignants ont été proclamés. Ainsi, plus de trois mille enseignants supplémentaires viendront renforcer les équipes dès la rentrée.
23. Enfin, des instructions ont été réitérées afin que les mesures de protection du pouvoir d'achat prises récemment par le Chef de l'État, Son Excellence Monsieur Faure Essozimna Gnassingbé, soient effectives pour renforcer le climat de sérénité qui prévaut dans le secteur.
24. Le conseil a saisi cette occasion pour adresser ses encouragements à l'ensemble de la communauté éducative (parents, enseignants, élèves) pour leur résilience et leur souhaiter une bonne rentrée scolaire.

*Fait à Lomé, le 23 septembre 2022
Le Conseil des Ministres*



Période du 16 au 30 septembre 2022

Le CCFCC fixe les indicatifs aux producteurs de café & cacao

Le Secrétaire général du Comité de coordination pour les filières café et cacao à travers un communiqué, détermine aux producteurs, les prix indicatifs pour la période du 16 au 30 septembre 2022.

**COMITE DE COORDINATION POUR
LES FILIERES CAFE ET CACAO**
COMMUNIQUÉ

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU COMITÉ DE COORDINATION POUR LES FILIÈRES CAFÉ ET CACAO COMMUNIQUE :

Les prix indicatifs aux producteurs pour la période du 16 au 30 septembre 2022 sont déterminés sur la base des cours mondiaux comme suit :

CAFÉ SAIN ROBUSTA 935 Francs le kilo

CACAO QUALITE SUPÉRIEURE 880 Francs le kilo

N.B : ces prix sont calculés par rapport à l'échéance de septembre 2022 pour le café et décembre 2022 pour le cacao.

Le Secrétaire Général,

Enselme GOUTHON

Immeuble Direction du Conditionnement des Produits (DCP ex DCML)
Zone Portuaire / Lomé - Togo - 8 BP, 8 582
Téléphone : (228) 22 27 09 45 - Tél/FAX : (228) 22 27 09 65
e-mail : ccfcctogo@gmail.com

Préfecture de Mô

Les populations sensibilisées sur les opportunités des ZAAP

Sous l'initiative des deux maires de la préfecture de Mô, une sensibilisation a été organisée à l'endroit de tous les fils et filles de la préfecture de Mô sur : les opportunités des ZAAP (Zones d'Aménagement Agricoles Périphériques).

● **Wilson LAWSON**

Les cadres comme le commissaire général à l'OTR, Philippe Kokou TCHODIE, le secrétaire général au ministère de l'agriculture et de l'élevage TEZIKÈ Mandozi, l'honorable député à l'Assemblée nationale OUROBAWINAY Tchatomby, le président des ressortissants de Mô dans la diaspora l'honorable ALIKALI, le diplomate ASABO Hara-

toukou, tous fils du milieu et d'autres comme : le coordonnateur du projet PDRI-Mô, le DP de l'agriculture, le chef d'antenne de l'ICAT MÔ, le préfet de Mô ont tous siégés à ces rencontres de grandes envergures. A l'issue de cette sensibilisation, il a été retenu que tous les fils et filles de Mô saisissent cette grande opportunité faite par le gouvernement à l'endroit des agriculteurs du milieu avec l'utilisation des moyens modernes : tracteur, bâton-

neuses, etc. Afin de rendre l'agriculture comme moteur du développement durable et harmonieux du milieu. La bonne information sur le projet des ZAAP ; les procédures d'accès aux parcelles par le biais des comités locaux mis en place ; les contrats devant être fait entre les propriétaires terriens et les occupants. Etc. Les divers s'en ont suivis toujours sous la houlette du digne fils du milieu Dr Philippe Kokou TCHODIE commissaire général à l'OTR.

Infrastructures

Mickaël Sallent, une «Chine au Togo»

Il a 22 ans, il s'appelle Mickaël Sallent, il se passionne pour l'Afrique et il vient de passer l'un des plus beaux étés de sa vie. En juillet dernier, l'Institut français de géopolitique (IFG) l'a couronné d'une mention « Très bien » pour son mémoire de Master I ! Le sujet : la « Chine au Togo ». Une enquête sur le développement des routes, du port ou encore des ponts dans ce pays africain. Mickaël Sallent au micro de Marina Mielczarek.

RFI : Juste une anecdote, mais qui veut dire beaucoup sur la transformation de la société au Togo. Lors de votre arrivée au Togo, les gens vous ont pris pour un Chinois ...

Oui, ça m'a frappé puisque je n'ai aucun parent ni chinois ni asiatique ! Je suis français avec un physique d'étudiant occidental. Mais cela veut beaucoup dire. Et je le relie à mon mémoire qui parle de l'effacement de la présence française au Togo. J'y ai rencontré plus de Chinois que de Français, notamment des

ouvriers de chantiers.

Votre mémoire porte sur les transports construits par la Chine au Togo. Et cela commence par des ponts, pourquoi ?

Parce qu'en 2007 et 2008, le Togo a connu d'énormes inondations avec des effondrements de terrains. Les ponts routiers se sont écroulés. Et la Chine à ce moment-là a été le seul pays volontaire pour financer de nouveaux ponts.

Donc, pour les Togolais, les Chinois sont des sauveurs ? Totalement ! En deux ou trois ans, ils ont reconstruit

les ponts. Et c'est vrai que sur le terrain, moi, on me montrait ces ponts avec fierté.

La Chine est d'ailleurs experte en matière de ponts.

Oui, une expertise qu'ils exportent en Afrique, notamment au Togo, un pays qui avait besoin de reconstruire la nationale 1, la route qui va de la capitale, Lomé, en direction des pays voisins, spécialement au nord vers le Burkina Faso.

Il y a évidemment le port de Lomé, avec un rôle crucial des routes qui le relie aux pays voisins.

Oui ! Le port de Lomé est dé-

tenu à 50% par les Chinois. Cet accès du port de Lomé à la mer permet l'exportation des marchandises. Ensuite, via les routes qui contournent le centre-ville de Lomé, les camions peuvent rejoindre les pays voisins tels que le Burkina, le Niger, le Nigeria...

Pour illustrer votre mémoire, vous aimez citer un proverbe togolais !

Ce proverbe dit : « La route du développement passe par le développement de la route » ! Les Togolais savent que les infrastructures permettent le développement de

leur économie.

Aujourd'hui, vous dites que le Togo repose sur les épaules de la Chine.

Oui, parce que la Chine a investi dans tous les secteurs des transports au Togo.

Contrairement à la France, qui a pourtant un lien historique, puisque le Togo a été sous mandat français de 1919 à 1941. Cette présence chinoise n'est pas remise en question ?

Dans mon mémoire, j'explique mon enquête à l'aide d'entretiens avec les partis de l'opposition politique. Jamais ils ne vont critiquer la pré-

sence chinoise. Ils savent que leur pays dépend des investissements chinois.

Mais partout ailleurs en Afrique, où la Chine a investi, on voit certains pays (Zambie, Éthiopie, Djibouti, Angola) demander du temps supplémentaire pour pouvoir rembourser leurs dettes vis-à-vis de la Chine.

La Chine vient d'effacer une partie de la dette au Togo. Mais dans le pays, elle reste un partenaire fort. Tous les grands chantiers sont détenus par les Chinois.

Avec rfi.fr

Le Togo en chiffres

Produits échangés

1,0 Mds USD de produits exportés en 2020	2,2 Mds USD de produits importés en 2020
Articles de transport ou d'emballage, en matières plastiques, bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture, en matières plastiques	9,0
Phosphates de calcium et phosphates aluminocalciques, naturels et craies phosphatées	8,8
Ciments hydrauliques, y.c. les ciments non pulvérisés dits clinkers, même colorés	8,4
Produits de beauté ou de maquillage préparés et préparations pour l'entretien ou les soins de la peau (autres que les médicaments) ...	8,3
Energie électrique	5,1
Médicaments (à l'excl. Des produits du n°3002...	5,1
Voitures de tourisme et autres véhicules	3,9
Polymères de l'éthylène, sous formes primaires	3,4

Motocycles – y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side cars, side cars.	6,8	Motocycles – y compris les cyclomoteurs et cycles équipés de moteurs auxiliaires avec ou sans side cars, side cars.	3,4
Huile de palme et ses fractions, même raffinées, mais non chimiquement modifiées	6,5	Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux ...	3,2
Coton, non cardé ni peigné	6,5	Huile de palme et ses fractions, même raffinées, ...	3,1
Huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux...	5,4	Riz	2,7
Perruques, barbes, sourcils, cils, mèches...	3,3	Véhicules automobiles pour le transport de marchandises...	2,5
Fèves de soja, même concassées	2,7	Tissus de coton, contenant >= 85% en poids de coton...	1,9

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

C'est Reparti!

30 Nov 17^{ème} Foire Internationale de LOME
18 Déc. 2022
Foire de toutes les opportunités

THÈME:
COMPÉTITIVITÉ DES BIENS ET SERVICES POUR LA RELANCE ÉCONOMIQUE POST COVID 19

- +1000 EXPOSANTS
- +300 000 VISITEURS
- 90 000 M² D'ESPACE

CETEF-LOME
+228 91 20 70 70 / 99 20 70 70
www.cetef.tg

Actuelle sous strict respect des mesures sanitaires au Covid 19




C'est Reparti!

30 Nov 17^{ème} Foire Internationale de LOME
18 Déc. 2022
Foire de toutes les opportunités

THÈME:
COMPÉTITIVITÉ DES BIENS ET SERVICES POUR LA RELANCE ÉCONOMIQUE POST COVID 19

- +1000 EXPOSANTS
- +300 000 VISITEURS
- 90 000 M² D'ESPACE

CETEF-LOME
+228 91 20 70 70 / 99 20 70 70
www.cetef.tg

Actuelle sous strict respect des mesures sanitaires au Covid 19




AFIS
AFRICA FINANCIAL INDUSTRY SUMMIT
2022

Founder **AFIS** Co-Host **IFC** International Finance Corporation WORLD BANK GROUP

DURABLE, DIGITALE, SANS FRONTIÈRES
TRANSFORMER LA FINANCE À L'ÈRE DES DISRUPTIONS

Lomé Togo | HOTEL 2 FÉVRIER
28 & 29 novembre 2022